

Discours de la séance plénière 2

par M. Manabu Horii, Vice-ministre parlementaire des Affaires étrangères
du Japon

« Transformation économique pour la croissance de l'Afrique »

Honorables Ministres,

Distingués délégués et représentants des organisations internationales,

Mesdames et Messieurs,

La croissance économique était longtemps le sujet clé pour la TICAD. La baisse récente des prix internationaux des ressources naturelles s'est traduite par un ralentissement de la croissance en Afrique. Cela a révélé le besoin de restructurer l'économie basée sur les matières premières vers une économie plus diversifiée.

Face à ce déficit émergent, nous avons identifié dans la Déclaration de Nairobi de la TICAD VI « la promotion de la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation » comme étant l'une des principaux piliers de nos efforts pour soutenir l'Afrique.

À cette fin, le Japon s'est engagé dans la promotion du commerce libre et équitable, le renforcement de la connectivité par le biais des infrastructures de qualité et la promotion des activités du secteur privé à travers les

moyens comme le développement des ressources humaines et l'amélioration de la productivité. Depuis lors, beaucoup de progrès ont été réalisés, dans le secteur tant public que privé.

Je me permet tout d'abord de vous expliquer les progrès accomplis dans le secteur public. En vue d'améliorer l'environnement des affaires, le Japon oeuvre activement dans la négociation de accords d'investissement bilatéraux avec des pays africains. En effet, le Japon est aujourd'hui engagé dans la négociation ou la consultation de traité d'investissement avec 13 pays africains. S'y ajoutent des missions publique-privées du Japon qui ont visité de nombreux pays africains tels que le Kenya, le Maroc et le Nigéria.

En ce qui concerne nos efforts pour renforcer la connectivité à l'échelle régionale, le Japon a annoncé lors de la TICAD VI l'investissement dans les infrastructures de qualité dont le montant s'élève à 10 milliards de dollars américains. Depuis 2016, le Japon investi à peu près de 380 milliards de yen, qui correspondent à environ 38% de son engagement, en matière surtout d'électricité et de transport.

En plus, la JICA soutient la formulation de plans directeurs stratégiques dans les trois régions, à savoir le corridor du nord de l'Afrique de l'Est, le corridor de Nacala, et l'anneau de croissance en Afrique de l'Ouest. Un plan directeur pour le corridor de Nacala a été établi l'anner dernière et les autres plans directeurs seront finalisés cette année. Ces plans directeurs pourront permettre de faire le pont entre de différentes économies et de

renforcer les interactions parmi les consommateurs, les producteurs et les agriculteurs.

Dans ce contexte, je voudrais souligner que, afin de renforcer la connectivité en Afrique, il est important de promouvoir les infrastructures de qualité conformes aux normes internationales, de manière à assurer la viabilité économique et la solidité budgétaire. Le Japon souhaite coopérer avec des partenaires de la TICAD pour assurer l'opération ouverte, équitable et transparente des infrastructures telles que des ports internationaux.

L'amélioration de la productivité, tout particulièrement dans les zones agricoles, est également primordiale pour atteindre une croissance durable. Le Japon a fourni l'assistance du renforcement des capacités à environ 13 mille individus et ont transféré des techniques de culture du riz à plus de 25 mille personnes.

Ensuite, je voudrais expliquer comment nous pouvons renforcer le secteur privé qui est un moteur essentiel pour la croissance économique durable en Afrique. Convaincu par sa propre expérience du fait que les ressources humaines sont des catalyseurs de l'industrie, le Japon a déjà formé environ 17 mille africains depuis 2016. Parmi eux, plus de 700 ont été formés au Japon à travers l'initiative ABE 2.0. Le nombre total a déjà dépassé plus de la moitié de l'engagement pris lors de la TICAD VI : 30 mille personnes d'ici 2018. J'espère que ces individus seront les futurs contremaîtres et

gestionnaires qui dirigeront l'industrie africaine.

L'expansion du soutien financier a également encouragé l'investissement privé en Afrique. Par exemple, en mars 2016, la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) et une banque japonaise ont cofinancé un projet porté par un opérateur de télécommunications angolais. Ce projet porte sur l'installation du tout premier câble optique sous-marin dans l'Atlantique Sud pour relier l'Angola au Brésil. La société nationale japonaise du pétrole, du gaz et des métaux (JOGMEC) et l'Agence japonaise d'assurance-crédit export (NEXI) ont également fourni des prêts et une couverture d'assurance.

Ce qui précède n'est qu'une partie des progrès qui ont été réalisés jusqu'à présent. Tout au long de cette session, j'ai hâte d'entendre de bonnes pratiques et les leçons tirées de la mise en œuvre des engagements de la TICAD faits par des pays africains et des partenaires internationaux.

Je suis persuadé que les bonnes pratiques et les leçons qui seront partagées lors de cette session serviront comme guide et inspiration pour l'Afrique et le Japon pour l'augmentation de l'investissement pour le futur de l'Afrique et pour l'avancement de la transformation économique en Afrique, et ainsi, contribuer à réaliser l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Je vous remercie de votre attention.